

Conjoncture économique

Pourquoi le moral n'y est pas

◆ L'économie marocaine se refait une santé, mais le moral n'y est pas.

Par A. Elkadiri
a.elkadiri@fnh.ma

A un mois de la fin du premier semestre, l'économie marocaine évolue au rythme d'un curieux paradoxe : d'un côté, les voyants d'un certain nombre de secteurs productifs névralgiques sont passés du rouge au vert, comme le suggère très clairement le dernier rapport de la Direction des études et des prévisions financières (DEPF), laissant entrevoir un frémissement (la DEPF parle même de redressement) de l'activité économique dans sa globalité (agriculture mise à part).

De l'autre, des ménages toujours aussi « déprimés » et peu confiants en l'avenir, comme le montrent régulièrement les enquêtes du haut-commissariat Plan (HCP), et des opérateurs économiques qui, lorsqu'ils n'ont pas le moral dans les chaussettes, affichent prudence et circonspection.

Pourquoi une telle différence de perception ? Ménages et investisseurs auraient-ils cédé à la sinistrose ? Un tel pessimisme est-il justifié ? Car à lire le document de la



DEPF, les motifs d'espérer un redressement de l'activité économique ne manquent pas et nombre d'indicateurs quantitatifs enregistrent une tendance favorable au titre du premier trimestre 2019. Citons, entre autres, des croissances respectives de 19% des volumes pêchés, de 8% des phosphates extraits, de 6% des ventes de ciment, de 3% de la valeur ajoutée industrielle, de 4% des nuitées touristiques, de 10% du nombre de passagers aériens...

Bref, de quoi, en théorie, booster le moral des troupes. En théorie seulement.

Le chômage effraie les ménages

Car, côté ménages, les résultats de la dernière enquête permanente de conjoncture menée par le HCP auprès des ménages, publiée début avril 2019, est sans équivoque : l'indice de confiance des ménages (ICM) continue sa tendance baissière entamée depuis le premier tri-

Regagner la confiance ? La tâche n'est pas mince. Car comme le dit le proverbe, « la confiance se gagne en gouttes et se perd en litres ».

mestre de 2018. Cet indice s'est ainsi établi à 79,1 points, au lieu de 79,8 points enregistrés le trimestre précédent et 87,3 points une année auparavant. Pour rappel, les composantes de l'ICM portent sur la perception par les ménages de l'évolution du niveau de vie, du chômage, de l'opportunité à effectuer des achats de biens durables et de leur situation financière.

« L'indice de confiance des ménages marocains, basé sur 7 thématiques, dont 4 afférentes à la situation générale de l'économie et 3 à la situation propre du ménage, est presque systématiquement cannibalisé par la perception d'un chômage problématique et escompté à la hausse, en rappelant que plus de 82% des ménages s'attendent à le voir augmenter au cours

des 12 prochains mois. Cette expression d'une incertitude marquée, dans une conjoncture moins porteuse et génératrice de stress, mais également et surtout, ce reflet d'une appréhension de parents face au chômage endémique à même d'impacter leurs enfants, explique à mon sens, dans une certaine mesure, ce trend baissier de l'indice de confiance des ménages », nous confie le directeur des Risques, de l'Information, des Sinistres et du Recouvrement chez Euler Hermes Acmar, Hicham Bensaïd Alaoui.

« A cela, il convient d'ajouter une perception du mal économique du moment, à savoir celui de l'allongement marqué et continu des délais de paiement - parmi les plus élevés au monde selon la dernière étude du Groupe Euler Hermes -, qui ne peut qu'influer négativement, consciemment ou inconsciemment, sur le moral des ménages, parmi lesquels nous retrouvons aussi bien des indépendants que des salariés ou même des fonctionnaires, qui subissent tous les conséquences psychologiques négatives de cet

Le BTP convalescent mais pas tiré d'affaire

Oui, le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP), l'un des baromètres les plus parlants de l'activité économique, montre des signaux positifs durant les premiers mois de l'année en cours. Il est toutefois encore prématuré d'évoquer un redressement du secteur. Et pour cause, comme nous l'explique Hicham Bensaïd Alaoui, « en dépit d'un frémissement, qui nous donne de sérieux motifs d'espoir (au premier trimestre 2019, augmentation de 6% des ventes de ciment, création de près de 19.000 emplois dans le secteur, etc.), il convient également de rappeler que ce secteur concentre encore une portion substantielle des défaillances d'entreprises, et qu'il compte parmi les délais de paiement les plus élevés du pays ».

Attendons donc quelques trimestres avant d'avoir une vision plus rationnelle, et avec davantage de recul, sur les perspectives.

état de fait», ajoute notre expert.

Crise de confiance chez les opérateurs

Côté opérateurs, c'est l'attentisme qui règne. L'investissement privé peine toujours à décoller, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour rétablir un lien de confiance avec le monde des affaires. En réalité, un grain de sable a grippé la machine de l'investissement privé depuis la crise de confiance qui sévit chez les patrons et les investisseurs. Une crise que l'on peut faire remonter à 2012, année où les effets de la crise mondiale de 2008 sur l'économie marocaine ont commencé à se faire clairement ressentir et où la vague des printemps arabes a nourri les inquiétudes au sein du monde des affaires. Des inquiétudes accentuées par 5 années mouvementées de gouvernement Benkirane.

Car il faut bien garder à l'esprit qu'investir, c'est se projeter dans le futur et pour cela, il faut de la visibilité. Or, depuis 2012, les patrons marocains ont en eu peu : crises politiques à répétition, blocages gouvernementaux (n'oublions pas le blocage de 2013 lorsque le parti de l'Istiqlal avait claqué bruyamment la porte du gouvernement), un boycott aussi surprenant qu'efficace et sa gestion calamiteuse par l'Exécutif, des ministres qui disent une chose puis son contraire, des mouvements sociaux durs comme ceux de Jerada ou d'Al Hoceima, etc. Tout cela a fini par réduire comme peau de chagrin le peu de capital confiance qui subsistait chez les opérateurs économiques nationaux.

Comment regagner la confiance ?

De ce point de vue, la responsabilité du «politique» est indéniable, et c'est à lui de recréer le lien de confiance avec la sphère économique. Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib, ne disait pas autre chose en mars dernier lorsqu'il affirmait que *«c'est le politique qui commande tout, même si je ne minimise pas pour autant le rôle de l'économie et des finances. L'opérateur a besoin de visibilité et de confiance. Quand il voit les politiques qui se crêpent le chignon, que voulez-vous qu'il pense ?»*, s'interrogeait-il, ajoutant que *«le politique doit être capable de se projeter et d'avoir une vision»*.

Regagner la confiance ? La tâche n'est pas mince. Car comme le dit le proverbe, *«la confiance se gagne en gouttes et se perd en litres»*. On comprend donc que la série de bons indicateurs économiques de ces 5 premiers mois de l'année ne suffiront pas à la restaurer. Il en faudra bien plus de la part de l'Exécutif, comme

maintenir le rythme de remboursement des crédits TVA, appliquer, sans atermoiements, les recommandations des assises de la fiscalité, ou encore poursuivre les réformes structurelles selon le calendrier initialement annoncé, sans reculades ni fausses excuses. De telles actions enverraient, à coup sûr, des signaux positifs aux opérateurs économiques et seraient propices à un rétablissement progressif de la confiance. Pour Hicham Bensaïd Alaoui, un regain durable de la confiance est

nécessairement tributaire de la conjonction de deux éléments critiques. *«Tout d'abord, un rehaussement des taux de croissance de notre PIB, que cela soit induit par un effet d'assiette plus large, ou par une amélioration de la valeur ajoutée (primaire, industrielle, tertiaire), ou par une combinaison des deux, est indispensable pour conforter le statut du Maroc comme pays émergent, et engendrer un rejaillissement mécanique sur la création d'emplois, tout en contribuant aux réformes en profondeur*

des systèmes éducatifs et de santé que les ménages appellent de leurs vœux», précise-t-il.

«Ensuite, l'action gouvernementale, qu'il s'agisse justement des réformes en profondeur, mais également d'une communication optimiste tout en demeurant raisonnable, est tout aussi primordiale pour inverser la courbe de confiance des ménages», conclut-il. A bon entendeur... ♦